



Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest: Chronique d'un désordre annoncé

Par [Comaguer](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Mondialisation.ca, 23 septembre 2015

[Comaguer, Bulletin n° 295](#)

La communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a de grandes difficultés à s'affirmer sur le plan économique puisque à l'exception du Nigéria, état de très loin le plus peuplé d'Afrique et géant pétrolier tous ses autres membres ne sont pas indépendants économiquement en raison de leur soumission à la monnaie contrôlée par l'ancien colonisateur : le franc CFA.

Cela ne les empêche pas de tenter de s'aventurer sur le terrain politique et d'essayer de favoriser des pratiques respectables : moins de corruption, refus des putschs militaires, respect des textes constitutionnels.

Voyant s'annoncer pour la fin de 2015 des élections délicates dans deux états membres : le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, les chefs d'Etat de la CEDEAO avaient élaboré ensemble un discours/paratonnerre pour éviter que dans ces deux pays un nouvel orage arbitraire, autoritaire et violent ne s'abatte sur ces démocraties en souffrance.

Le sommet de la CEDEAO tenu en 2014 sous la présidence du chef d'Etat du Ghana avait fixé une sorte de ligne de conduite à respecter pour ces deux élections.

Le Communiqué officiel en atteste.

« Le dernier sommet de la CEDEAO a marqué tout l'intérêt que la communauté et ses états membres devaient porter aux élections nationales qui doivent se tenir en 2015 et à leur régularité. De son côté, le chef de l'Etat ghanéen et président en exercice de la CEDEAO, John Dramani Mahama, après s'être félicité des progrès enregistrés dans la sous-région et cité les défis qui restent à relever, s'est projeté dans l'avenir en évoquant le 40ème anniversaire de l'organisation, qui sera célébré en 2015 mais aussi les échéances électorales prévues dans cinq pays.

Il a souhaité aux gouvernements et aux peuples de ces Etats (Nigéria, Côte d'Ivoire, Togo, Guinée et Burkina Faso) des élections pacifiques, crédibles, libres et honnêtes, avant de les assurer de l'assistance habituelle que la CEDEAO apporte à ses membres en vertu de ses instruments comme son protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance. »

Les élections présidentielles ont eu lieu au premier semestre 2015 au Nigéria et au Togo et sans rentrer trop dans le détail on peut observer que leur résultat a été accepté par les candidats battus et qu'il n'y pas eu de contestation violente des résultats .Il y aurait donc un

progrès conforme aux vœux de la CEDEAO. Mais le plus difficile était à venir. La CEDEAO en était tellement consciente qu'elle a tenu le 12 septembre à Dakar à l'invitation du Président Macky Sall actuel président de la CEDEAO une session extraordinaire uniquement consacrée à la situation pré-électorale dans trois des pays membres. A l'issue de cette conférence un communiqué final (voir en annexe) a été rendu public qui prend tout son sel aujourd'hui. Un nouveau sommet extraordinaire s'est tenu hier à Abuja qui a conduit au retour du président transitoire KAFONDO. Qu'a obtenu DIENDERE pour laisser la place ?

1- BURKINA FASO

Quatre jours après ce sommet qui se félicitait du bon avancement des préparatifs de l'élection le général GILBERT DIENDERE, fidèle bras droit du dictateur BLAISE CAMPAORE et chef du RSP, seule force militaire burkinabé bien formée et bien équipée, organisait à moins de trois semaines du vote un putsch et renversait le gouvernement de transition en charge de l'organisation des élections. Mollement condamné par la France et les Etats-Unis d'habitude si prompts à menacer, à sanctionner, ce putsch est une opération montée par le clan CAMPAORE. Celui-ci, faut-il le rappeler après le soulèvement populaire d'Avril 2014 a été gentiment exfiltré par la République française - qui entretient à Ouagadougou un contingent de Forces spéciales - et très aimablement hébergé par son voisin ami et complice Alassane Dramane OUATTARA. A ce jour il est difficile de dire si le vote du 11 Octobre aura bien lieu et dans quelles conditions.

Que recherche l'équipe, le clan, CAMPAORE/DIENDERE ? D'abord empêcher l'élection du candidat Sankariste qui semblait très bien placé pour l'emporter. Son élection ouvrait la porte à l'enquête officielle sur l'assassinat de Thomas SANKARA réclamée par la population et promise par le président de transition KAFONDO et conséquemment la mise sur la touche des personnages ayant longtemps collaboré avec CAMPAORE qui comme DIENDERE lui-même ont surnagé donc le processus de transition et peuvent craindre une épuration si les sankaristes qui ne sont pas assoiffés de vengeance mais réclament la justice, l'emportent. DIENDERE est certainement le plus menacé par un tel processus car il est du très petit nombre de ceux qui savent comment est mort Sankara, où est sa dépouille et dans quel état. Beaucoup se souviennent dans cette partie de l'Afrique qu'après son assassinat le corps de Patrice Lumumba a été exhumé et plongé dans un bain d'acide. Mais DIENDERE, officier très lié à l'AFRICOM, commandement US pour l'Afrique, qui entretient une base de drones sur l'aéroport de Ouagadougou et a concentré son service renseignement militaire pour la zone sahélienne dans les locaux de l'ambassade des Etats-Unis à Ouagadougou, ayant suivi des formations poussées dans les écoles de guerre US a des protecteurs.

La France intervient par l'intermédiaire du président béninois qui s'est associé étroitement avec le président MACKY SALL pour tenter de dénouer la nouvelle crise au Burkina Faso. En effet le Bénin s'est vu doté par la France au printemps 2015 d'un nouveau premier ministre, le franco-béninois LIONEL ZINSOU qui à défaut de bien connaître le pays où il n'a jamais vécu avant de devenir son premier ministre connaît très bien le monde politique parisien. Brillant étudiant, il a ensuite travaillé, comme Emmanuel Macron, chez Rothschild avant de prendre la direction d'un fonds d'investissement en Afrique. Bref, un gouverneur très « nouvelle vague néo coloniale ». Il faut donc considérer le président béninois, assisté d'un tel premier ministre comme le nouvel homme de confiance de l'Elysée en Afrique de l'Ouest. Depuis l'arrivée de Lionel ZINSOU à Cotonou, les grands projets ferroviaires de BOLLORE visant à créer un vaste réseau intégré sont en train de prendre corps, un signe qui ne trompe pas.

2- Côte d'Ivoire

Alassane Dramane OUATTARA qui avait perdu les élections présidentielles de 2010 a été installé le 11 Avril 2011 à la présidence par un coup d'état militaire organisé par NICOLAS SARKOZY qui s'en est d'ailleurs publiquement vanté récemment. Depuis cette date il a installé un pouvoir personnel et a rendue impossible toute vie démocratique en emprisonnant sans jugement la majorité - un petit millier - des cadres politiques du FPI, parti du Président LAURENT GBAGBO lequel est toujours enfermé , en détention préventive depuis 4 ans , par la CPI à la Haye . OUATTARA dont les parents étaient burkinabés et qui a du temps de la guerre civile qu'il a mené pendant 8 ans contre le régime légal du Président Gbagbo reçu un appui constant en argent et en armes de son ami et voisin CAMPAORE et avec lequel il a pillé impunément le nord de la Côte d'Ivoire , ne peut pas se présenter à la prochaine élection présidentielle car la Constitution ivoirienne interdit à un citoyen ivoirien dont les 2 parents ne sont pas ivoiriens de le faire. Il n'a pu se présenter en 2010 que grâce à un décret présidentiel dérogatoire exprès du président Gbagbo qui souhaitait faire ainsi un geste de réconciliation nationale.

Mais la France qui ne voulait pas qu'aboutisse le projet bien avancé de Laurent Gbagbo de créer une monnaie ivoirienne délivrée de la tutelle française du franc CFA n'a pas hésité à exécuter elle-même un coup d'Etat militaire à Abidjan et à imposer par la force son candidat et celui de CAMPAORE.

Le communiqué qui suit de la CEDEAO, rédigé en présence de OUATTARA, a de quoi faire sourire car il n'y a pas de dialogue politique avec l'opposition, une opposition qui se réduit à un cadre dirigeant du FPI qui a été sorti de prison pour trahir son parti, ce qu'il a fait sans tarder et à quelques opportunistes falots. Après le putsch de DIENDERE à OUAGADOUGOU CAMPAORE prépare-t-il un autre putsch à, Abidjan ? Quand on a comme CAMPAORE et comme OUATTARA conquis le pouvoir par un coup d'Etat, quand on s'est beaucoup enrichi au pouvoir, la tentation de la récidive demeure.

La CEDEAO a de quoi s'inquiéter sur la « démocratie et la bonne gouvernance » dans ces deux pays. Mais vues de Paris et de Washington ces règles ne sont-elles pas de simples chiffons de papier ?

[Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest\(CEDEAO\)](#)

D'une CEDEAO des Etats à une CEDEAO des peuples

Communiqué final : session extraordinaire de la conférence des chefs d'état et de Gouvernement de la CEDEAO 12 Septembre 2015, Dakar, République du Sénégal

[15/09/2015 Harouna MAYAKI](#)

A l'invitation de E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une session extraordinaire de la Conférence s'est tenue le 12 septembre 2015 à Dakar, en République du Sénégal.

Ce Sommet a été convoqué pour faire le point sur la situation dans les pays de la région se préparant à organiser des élections, à savoir le Burkina, la Côte d'Ivoire et la Guinée, et pour examiner les derniers développements de la situation politique en Guinée Bissau.

Ont pris part aux travaux, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ci-après, ou leurs représentants dûment mandatés :

- E.M. Thomas Boni YAYI, Président de la République du Bénin
- E.M. Michel KAFANDO, Président de la Transition au Burkina Faso
- E.M. Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire
- E.M. Alpha CONDE, Président de la République de Guinée
- E.M. José Mario VAZ, Président de la République de Guinée Bissau
- E.M. Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali
- E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal
- E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise
- E.M. Jorge Tolentino Arauyo, Ministre des Relations Extérieures de la République du Cabo Verde;
- E.M. Abdoulie JOBE, Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Intégration Régionale et de l'Emploi de la République de la Gambie;
- E.M. Augustine Kpehi NGAFUAN, Ministre des Affaires Etrangères de la République du Libéria;
- E.Mme Aichatou Boulama KANE, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, Intégration Africaine et des Nigériens de l'Extérieur, République du Niger;
- E.M Samura KAMARA, Ministre des Affaires Etrangères de la Coopération Internationale de la République de Sierra Leone;
- E.M. William AWINADOR-KANYIRIGE, Ambassadeur du Ghana au Nigeria, République du Ghana;
- E.Mme Katyen C JACKDEN, Ambassadrice du Nigeria au Sénégal, République Fédérale du Nigeria.

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, et le Commissaire chargé de la Paix et de la Sécurité, Représentant la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, ont également assisté aux travaux en qualité d'observateurs.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris acte des mémorandums présentés par le Président de la Commission sur les prochaines échéances électorales au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et en Guinée, sur les derniers développements politiques intervenus en Guinée Bissau ainsi que sur la Mission de la CEDEAO à Bissau (ECOMIB).

AU TITRE DE LA SITUATION PREELECTORALE DANS LES ETATS MEMBRE

Les Chefs d'Etat ont réaffirmé leur ferme attachement aux principes démocratiques ainsi que leur engagement à continuer d'œuvrer sans relâche pour assurer la tenue d'élections libres, crédibles, transparentes et pacifiques dans la région.

A cet égard, la Conférence souligne la nécessité, pour tous les Etats membres

organisant des élections, de créer les conditions favorables à la tenue de scrutins libres, démocratiques et pacifiques. Elle les encourage à privilégier le recours au consensus, en cette période cruciale de consolidation de la paix et de la bonne gouvernance.

Elle a, en outre, instruit la Commission de poursuivre son appui au Burkina Faso, à la Guinée et à la Côte d'Ivoire et de mettre en œuvre toutes les mesures susceptibles d'assurer la réussite des élections prévues dans ces pays au cours du mois d'octobre 2015.

Ayant examiné le rôle et le fonctionnement des commissions électorales indépendantes dans l'organisation des élections dans la région, la Conférence instruit la Commission de procéder à une évaluation critique de l'ensemble des organes chargés des processus électoraux et lui faire un rapport à une prochaine session.

CONCERNANT LE BURKINA

La Conférence se félicite de l'annonce de la tenue d'une réunion du Groupe International de Suivi et d'Accompagnement de la Transition pour le Burkina Faso (GISAT-BF) prévue le 15 septembre 2015. Elle exhorte le Groupe à poursuivre ses efforts de sensibilisation de toutes les parties prenantes afin d'assurer le maintien de la stabilité politique à l'approche des élections présidentielles et législatives prévues le 11 octobre 2015. Elle instruit la Commission de la CEDEAO de poursuivre son soutien en vue de favoriser le dialogue entre les parties à toutes les étapes du processus électoral, afin de réduire au minimum les risques de désaccord pouvant déboucher sur des conflits.

CONCERNANT LA GUINEE

La Conférence salue la signature de l'Accord de Dialogue inter-guinéen par toutes les parties prenantes, le 20 août 2015. Elle engage celles-ci à veiller au respect scrupuleux des termes de cet accord visant à garantir un processus électoral crédible et pacifique.

CONCERNANT LA COTE D'IVOIRE

La Conférence félicite le Gouvernement pour le dialogue politique qu'il a engagé avec l'opposition et l'encourage à le poursuivre durant toutes les phases du processus électoral.

Le Sommet engage toutes les parties prenantes à élaborer et adopter un Code de conduite et à le respecter scrupuleusement, y compris le jour du scrutin et dans l'attente des résultats.

AU TITRE DE LA SITUATION POLITIQUE EN GUINEE BISSAU

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris acte des memoranda présentés par le Président de la Commission de la CEDEAO sur la situation politique et sécuritaire en Guinée Bissau.

La Conférence prend note des démarches entreprises afin de faciliter le dialogue entre les acteurs politiques en Guinée Bissau. Elle salue, à cet égard, les initiatives prises par S.E.M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, S.E.M. Yahya Jammeh, Président de la République de la Gambie, aussi bien que S.E.M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée et Médiateur en Guinée Bissau. La Conférence note également les efforts déployés par S.E.M. Muhammadu Buhari, Président du Groupe régional

de contact sur la Guinée Bissau, à travers la nomination de S.E.M. Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République fédérale du Nigeria, en qualité d'Envoyé spécial, pour engager une médiation entre les parties prenantes en Guinée Bissau afin de les aider à parvenir à un consensus.

La Conférence réaffirme son attachement au respect des principes de l'Etat de droit, qui sont d'une importance primordiale pour réaliser une paix durable, ainsi que pour assurer la stabilité et promouvoir le développement.

La Conférence donne mandat au Président Macky Sall, Président en Exercice et au Président Alpha Condé, Président de la République de Guinée et Médiateur de la CEDEAO, assisté par le Président Olusegun Obasanjo, Envoyé Spécial du Président Muhammadu Buhari, Président de la République Fédérale du Nigeria, Président du Groupe de Contact sur la Guinée Bissau, pour engager le dialogue entre toutes les parties prenantes en vue de trouver une solution institutionnelle durable à la crise.

La Conférence recommande fortement qu'à terme, la constitution du pays soit révisée, en vue d'éviter la répétition d'une telle situation à l'avenir.

Compte tenu de la fragilité de la situation politique dans le pays, la Conférence décide de proroger le mandat de l'ECOMIB pour six mois de janvier à juin 2016. A cet égard, elle lance un appel aux Nations Unies, à l'Union Africaine et à la Communauté Internationale en faveur d'un appui financier et de toute autre forme de soutien susceptible de permettre l'accomplissement de ce mandat.

SUR LA SITUATION AU MALI

S'agissant de la situation au Mali, la Conférence réaffirme son attachement la souveraineté, à l'unité nationale et l'intégrité territoriale du Mali. La Conférence salut la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. A cet égard, elle demande aux mouvements armés signataires de respecter scrupuleusement les dispositions dudit Accord en vue de sa mise en œuvre effective et intégrale.

La Conférence lance également un appel à la Communauté Internationale à apporter son plein appui en vue de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord.

AU TITRE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'ACCES A L'ENERGIE

Evoquant le sommet sur le climat (COP21) prévu du 30 novembre au 10 décembre 2015 à Paris, la Conférence affirme son adhésion à la signature d'un accord universel, juste, équitable et juridiquement contraignant auquel toutes les parties s'engagent et qui est fondé sur les principes et la responsabilité commune mais différenciée.

La Conférence lance un appel pressant pour un soutien au fonds vert climat et appelle à la mobilisation des ressources annoncées à Copenhague d'ici 2020.

La Conférence approuve et soutient l'initiative «Energies pour l'Afrique». A cet égard la Conférence adopte l'idée de la création d'une structure régionale dédiée à l'énergie et dotée d'un fonds énergie logé au sein de la Banque Africaine de Développement (BAD).

SUR LA MIGRATION

La Conférence réitère son instruction antérieure à la Commission de continuer la réflexion en vue de contribuer à la formulation de la position commune

africaine en préparation du Sommet de Malte entre l'Union Européenne et l'Afrique prévu les 11 et 12 novembre 2015.

La Conférence exprime sa gratitude à S.E.M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, Président en Exercice de la Conférence, pour ses efforts inlassables en faveur de la promotion et de l'approfondissement du processus d'intégration en Afrique de l'Ouest. La Conférence lui exprime sa reconnaissance pour sa disponibilité et surtout pour le leadership avec lequel il conduit de façon remarquable les destinées de la région.

FAIT A DAKAR LE 12 SEPTEMBRE 2015 LA CONFERENCE

MOTION DE REMERCIEMENTS

Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réunis en Session extraordinaire le 12 septembre 2015 à Dakar, exprimons nos sincères remerciements à S.E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal, au Gouvernement et au Peuple sénégalais, pour la chaleureuse et fraternelle hospitalité qui nous a été réservée, ainsi que pour les excellentes facilités mises à notre disposition afin de garantir la réussite de notre Sommet.

Nous tenons tout particulièrement à rendre un vibrant hommage à S.E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal, et Président en exercice de notre Conférence, pour son engagement en faveur des valeurs et des principes partagés, ainsi que pour sa précieuse contribution au renforcement du processus d'intégration ouest-africain, dans un environnement de paix durable, de sécurité et de bonne gouvernance démocratique.

Par ailleurs, Nous adressons nos plus chaleureuses félicitations au Président Macky SALL pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles il a dirigé nos travaux, ce qui a en grandement facilité leur déroulement et nous a permis d'aboutir à d'importantes décisions en faveur du renforcement du processus d'intégration.

Nous lui savons également gré de l'atmosphère de grande cordialité qui a caractérisé nos travaux.

FAIT A DAKAR LE 12 SEPTEMBRE 2015 LA CONFERENCE

La source originale de cet article est [Comaguer, Bulletin n° 295](#)
Copyright © [Comaguer, Comaguer, Bulletin n° 295](#), 2015

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca